

Voyageurs incessants. La saga du peuple garifuna

CARLOS AGUDELO (CHERCHEUR ASSOCIÉ URMIS - UNITÉ DE RECHERCHE MIGRATIONS ET SOCIÉTÉ, FRANCE)

Résumé

Le peuple afro-descendant garifuna, originaire des Petites Antilles, s'est installé sur la côte caraïbe d'Amérique centrale à la fin du XVIIIe siècle. La genèse, l'implantation et la construction de l'identité garifuna sont un processus continu de mobilité, de souffrance et de résistance face à de multiples exclusions et formes de racisme tout au long de leur histoire. Ils ont été les « Enfants du déracinement » mais aussi les « Pèlerins de la Caraïbe ». Les frontières de l'Amérique centrale n'ont pas été un obstacle à leur circulation transnationale. La mobilité des Garifuna s'est étendue depuis le milieu du XXe siècle pour devenir un processus continu de migration vers les États-Unis. Cet article présente une réflexion sur le rôle qu'a joué cette mobilité tout au long de l'histoire des Garifuna et sur leur évolution face à l'exacerbation de la crise migratoire contemporaine accrue ces dernières années par les impacts de la pandémie du COVID-19. Dans ce mouvement soutenu, les Garifuna ont toujours affirmé leur identité dans un processus continu de résistance et d'adaptation. Ils sont un peuple « au-delà des frontières ».

Mots-clés : Garifuna, Afro-descendants, identité, mobilité, frontières, transnational, migration.

Introduction

L'une des caractéristiques du peuple garifuna est sa mobilité forcée en raison des circonstances de son passé mais qui sont encore d'actualité. Ce mouvement permanent trouve son origine dans ses racines. Ils sont issus du métissage entre Africains et Indigènes, les premiers arrivant aux Antilles depuis l'Afrique lors de la grande migration forcée qu'a été la traite des esclaves, les seconds, les tribus caraïbes et arawak originaires d'Amérique du Sud. On les appelait les « Black Caribs » (Caraïbes noirs). [1] Ce processus a commencé vers le milieu du XVIIIe siècle en pleine poussée coloniale. Après de nombreuses années de résistance, ils ont été déportés de Saint-Vincent en 1797 vers les côtes d'Amérique centrale par l'Empire britannique. À la recherche de conditions leur permettant de se préserver en tant que peuple, ils ont entamé un processus de peuplement qui s'est étendu du Honduras, lieu d'arrivée, aux côtes du Belize, du Guatemala et du Nicaragua. La mobilité garifuna se poursuit avec le processus migratoire vers les États-Unis déclenché au milieu du XXe siècle. [2] Poussés par l'aggravation de leurs

conditions de subsistance, ils poursuivent cette dynamique de mobilité jusqu'à nos jours. Le mouvement permanent des Garifuna continue d'être alimenté par des cycles récurrents de crises.

Pour autant, la figure métaphorique des « Enfants du déracinement » [3] nous semble pertinente pour caractériser l'un des traits fondamentaux de ce peuple. Mais les Garifuna n'ont pas été des victimes passives de cette succession de situations d'exil. Cela a été un processus dynamique de résistance et d'adaptation de leur part. La mobilité qui a caractérisé l'évolution historique de ces populations a forgé en réponse un discours d'affirmation territoriale transfrontalière et transnationale. En ce sens, la métaphore utilisée par Gonzalez (*Peregrinos del Caribe*) pour désigner les Garifuna comme des « Pèlerins de la Caraïbe » est également pertinente, car elle relie leur ethnohistoire à une dynamique récurrente de mobilité. La préservation des éléments importants de leur culture a été un facteur déterminant pour leur survie et un facteur de résistance aux conditions sociales précaires auxquelles ils ont été confrontés tout au long de

leur histoire. Deux aspects centraux de la culture garifuna sont leur langue [4] et leur spiritualité exprimée à travers le culte des ancêtres. [5] La musique, la danse et les pratiques de subsistance et d'alimentation dénotent à la fois des traits indigènes et leur origine africaine. En 2001, la culture garifuna a été reconnue par l'UNESCO comme patrimoine culturel immatériel universel de l'humanité. L'affirmation de leur culture est liée à un discours dans lequel ils revendiquent la désignation de « nation au-delà des frontières » (Palacio, *The Garifuna*). [6] Ici le terme « nation » est synonyme de peuple. En effet, leurs traits culturels, leurs formes d'organisation et leur affirmation en tant que peuple avec une identité unique se situant au-delà des frontières se manifestent dans l'interaction continue de leurs familles élargies et de l'ensemble des membres de leurs communautés dispersées dans les quatre pays d'Amérique centrale et aux États-Unis.

Notre objectif est de retracer les traits qui ont caractérisé les Garifuna en tant que peuple engagé dans un processus de mobilité depuis ses origines. Précisons d'emblée que cette étude ne s'inscrit ni dans le cadre méthodologique et conceptuel des études transnationales ni dans les études des migrations. Notre étude du peuple garifuna suit une approche pluridisciplinaire [7] car elle se concentre sur le processus de construction historique de l'identité garifuna et la dynamique politique de leur mobilité. Lorsque nous parlons de culture et d'identité garifuna, nous nous référons à des processus historiques dynamiques et changeants eu égard aux transformations des contextes dans lesquels ce processus s'est développé. Nous soulignons certains traits et éléments culturels qui sont devenus caractéristiques de l'affirmation identitaire des Garifuna et qu'ils utilisent pour revendiquer leurs droits sociaux, culturels et politiques (Agudelo, « Les Garifuna » 57, 62). Le contexte dans lequel nous avons encadré nos recherches a été le « tournant multiculturel » qui s'opère en Amérique latine depuis les années 1990. [8] De manière générale, il s'agissait de la place prépondérante qu'occupaient dans l'espace public des pays de la région les mobilisations pour les droits et les formes de reconnaissance de la diversité culturelle et

ethnoraciale. Dans le cas des Garifuna, cette dynamique s'est exprimée par des processus multisites dans leurs différents espaces de vie en Amérique centrale et aux États-Unis. La mobilité, la circulation transnationale et l'unité du peuple, même au-delà des frontières, ont été des éléments très importants inhérents au discours des Garifuna.

Nous présenterons quelques éléments sur la manière dont la consolidation des frontières nationales centraméricaines a eu un impact sur les logiques de mobilité des Garifuna. Nous verrons que les frontières, en tant que délimitateurs des espaces nationaux et lignes de contrôle migratoire en Amérique centrale, n'ont pas été des obstacles majeurs au mouvement transnational des Garifuna. Ainsi, lorsque nous parlons de « frontière », nous voulons dire que les limites nationales se manifestent plutôt sous la forme de politiques spécifiques qui sont mises en œuvre dans chaque État-nation et qui ont des impacts différenciés sur le peuple garifuna, selon le pays dans lequel ils sont établis. Ce type de « frontière » a des implications sur la place des Garifuna dans les sociétés nationales de chaque pays, sur la nature des problèmes qui les affectent en tant que groupe, sur les formes d'organisation et sur les revendications spécifiques. Dans le contexte régional centraméricain, nous proposerons quelques réflexions sur une initiative du Système d'intégration centraméricain - SICA, la « Stratégie centraméricaine de développement rural territorial 2010-2030 (ECADERT) » qui a inclus le peuple garifuna comme les représentants de l'un de ses axes d'exécution dénommé « Territoires liés centraméricains ».

La mobilité et la circulation transnationales du peuple garifuna ne se limitent pas à l'Amérique centrale. Au XXe siècle, la nouvelle dynamique de mobilité a eu ses propres caractéristiques et des évolutions notables tout au long du processus migratoire. Nous présenterons le contexte de la migration des Garifuna vers les États-Unis et les éléments de continuité avec la logique de mobilité liée à leur affirmation culturelle en tant que peuple transnational. Mais nous aborderons également la manière dont ce processus migratoire a été affecté par les changements de l'ordre mondial, régional et national tant

en Amérique centrale qu'aux États-Unis. Les problèmes liés à la pandémie de COVID-19 entrent également en ligne de compte. Dans cet aperçu critique des dynamiques migratoires des Garifuna, nous pouvons observer comment les processus de mobilisation de leur identité et les forces de leurs formes organisationnelles continuent d'être des facteurs de résistance et d'affirmation.

Depuis ses origines, traversant les frontières

Avant même le processus de colonisation européenne, les Antilles étaient un espace de circulation des peuples autochtones. Les Arawaks et les Caraïbes de l'Amazonie et du sud-est du continent américain ont été les premiers occupants des Petites Antilles. [9] À partir du milieu du XVe siècle, la présence des Européens commence à être enregistrée et, avec eux, celle des Africains vendus en esclavage. Sur l'île de Saint-Vincent, berceau des Garifuna, l'arrivée des premiers Africains date de 1635 après le naufrage de deux navires négriers espagnols près de l'île (Gonzalez, *Sejourners* 26).

Diverses sources de l'histoire coloniale et de l'ethnohistoire témoignent de fortes interactions entre les indigènes, les colons et les soldats essentiellement anglais et français, les émissaires religieux et les Africains de différentes conditions. Parmi ces derniers se trouvaient des fugitifs de naufrages mais aussi d'îles voisines, qui s'étaient échappés des plantations. La présence d'Africains a progressivement augmenté jusqu'à ce qu'ils aient surpassé les Indiens en nombre. C'est dans ce cadre que s'est progressivement consolidé le processus de métissage afro-indigène dont sont issus les Caraïbes noirs. Les descriptions des Caraïbes noirs à Saint-Vincent mettent en évidence leur mobilité et circulation entre les Petites Antilles et leur habileté à la navigation et au commerce (Conzemius 199 ; Taylor ; Coehlo 42 ; Davidson ; Gullick 61 ; Gonzalez, *Sejourners* 49 ; 130 ; aussi voir la carte, Figure 1).

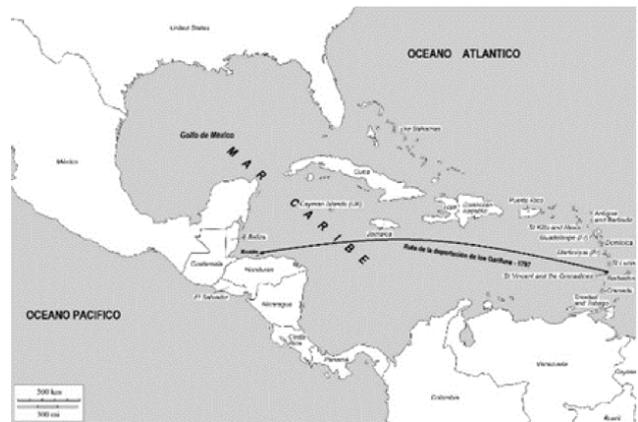


Figure 1 : De Saint-Vincent à Roatán (Honduras) 1797 (Agudelo, «Construcción»).

Au milieu des querelles coloniales pour le contrôle des Antilles, la défense des Garifuna de Saint-Vincent (Yurumein en langue garifuna), revendiquée comme leur territoire, a finalement été brisée par l'Empire britannique. En effet, la guerre de 1795 à 1797 entre les Anglais et les Caraïbes s'est soldée par la défaite de ces derniers et par leur déportation vers l'île de Roatán en Amérique centrale, alors sous domination coloniale espagnole. Ils y sont arrivés le 11 avril 1797. Peu de temps après, ils se sont déplacés vers le port continental de Trujillo, au Honduras. Le processus initial de dispersion et de peuplement des Garifuna s'est produit au milieu de conflits sur le contrôle des côtes caribéennes entre les Anglais et les Espagnols. Leur implantation en Amérique centrale en général s'est faite sous forme de mouvements migratoires graduels et irréguliers, avec des allées et venues vers les premiers territoires d'implantation et des changements de lieu pour diverses raisons jusqu'à ce que l'implantation dans de nouveaux espaces occupés se consolide. Leur mobilité depuis les côtes du Honduras et leurs implantations ultérieures répondaient au besoin de trouver de nouveaux espaces pour renforcer leurs pratiques de subsistance de base (pêche et agriculture) et aux besoins en main-d'œuvre nécessaires aux cycles productifs tels que l'exploitation forestière, le commerce et le transport de personnes et de marchandises. C'est ainsi que les processus de peuplement se sont progressivement déroulés dans ce qui est aujourd'hui les côtes caribéennes du Honduras et du Guatemala, la partie sud du Belize et la baie de Bluefields et Laguna de Perlas au

Nicaragua (Rey 14).

Yurumein symbolise pour les Garifuna la terre des ancêtres, territoire réel et mythique de leur origine. Dans la continuité des manifestations de leur religiosité et de l'affirmation d'une appartenance commune, la référence à Yurumein sera une constante. Elle occupera une place centrale dans le discours mémoriel, dans les processus de mobilisation politique, dans la défense des nouveaux territoires garifuna en Amérique centrale et dans leur revendication d'être un peuple transnational. L'un des moments les plus importants pour les communautés garifuna est précisément la commémoration de leur arrivée en Amérique centrale et la consolidation de leurs implantations. Ces célébrations, qui combinent des éléments rituels avec des formes de manifestation politique, portent justement le nom de Yurumein.

Le Garifuna face aux aléas des frontières centraméricaines, et légitimation d'une identité transnationale

À partir des années 1820, l'indépendance de l'Amérique centrale vis-à-vis de l'Espagne et la délimitation des frontières nationales n'ont pas sensiblement affecté la mobilité des Garifuna. Les nations naissantes ont dû continuer à affronter la présence anglaise à La Mosquitia (frontière côtière Honduras-Nicaragua) et au Honduras britannique, aujourd'hui le Belize. La Fédération centraméricaine créée en 1820 s'est dissous en 1834. Ce changement a fragmenté la fédération en cinq États nationaux : El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Costa Rica. [10] La dynamique de la mobilité transnationale des Garifuna reposait sur le faible contrôle des États naissants, leurs frontières maritimes et la recherche permanente de meilleures opportunités de production, de travail et de vie. Les liens familiaux des Garifuna étaient déjà imbriqués dans le tissu transnational et ont conservé leurs caractéristiques fondamentales tout au long du processus de consolidation nationale, du milieu du XIXe siècle à nos jours. Les célébrations rituelles et les fêtes ont activé les liens filiaux, puisque les cérémonies rituelles convoquent des groupes de familles élargies

présentes dans différents pays (Gonzalez, *Peregrinos del Caribe* 129 ; Arrivillaga, «La diáspora garifuna» 91). Ayant articulé leur revendication territoriale, leurs droits culturels et leur lutte contre la discrimination raciale avec des pratiques religieuses, des activités associatives et la mobilisation politique, depuis les années 1990, les Garifuna sont aussi des agents de mobilité transnationale pour la réalisation d'événements de natures diverses (Palacio, «Carib Ancestral Rites» 5 ; Agudelo, «Les Garifunas» 53). Actuellement, le mouvement transfrontalier entre les quatre pays à forte présence garifuna (Belize, Guatemala, Honduras et Nicaragua) est possible sur simple présentation du document d'identification en vigueur dans chaque pays. (Voir Figure 2) [11]



Figure 2 : Peuplement garifuna en Amérique Centrale (Agudelo, «Construcción»).

Mais si les frontières géographiques centraméricaines ont été continuellement traversées par les Garifuna, les transformations économiques qui ont eu lieu auront un impact sur les caractéristiques de la présence garifuna dans chaque pays. L'un des facteurs les plus déterminants de ces changements a été, depuis les années 1920, l'arrivée des capitaux nord-américains grâce aux enclaves bananières et aux infrastructures de transformation et de transport associées à un important réseau ferroviaire et portuaire. Parallèlement à l'industrie bananière, d'autres dynamiques de production agricole se sont développées dans une moindre mesure. L'extraction du bois (scieries) sera la plus importante dans certaines des zones de peuplement garifuna (Agudelo, «Construcción» 114).

Dans le même temps, des différenciations se manifestent en termes de politiques gouvernementales sur les formes de propriété foncière, de migration et de régimes de travail. Bien que les pratiques rituelles et le sentiment commun d'appartenance à un peuple ayant une identité transnationale soient toujours d'actualité, les formes de revendication et la lutte pour les droits des Garifuna ont également pris des particularités nationales. Des contrastes ont commencé à émerger à l'intérieur des frontières, car les contextes internes façonnent des sociabilités et des pratiques différenciées qui se superposent à l'exercice de l'identité transnationale. Au Honduras, la revendication fondamentale est la défense du territoire contre l'offensive des mégaprojets agro-industriels et touristiques favorisés par les politiques néolibérales. Bien que les Garifuna du Belize et du Guatemala partagent cette lutte pour les droits territoriaux, dans les deux pays, c'est la mobilisation pour la reconnaissance de la culture garifuna dans le cadre du multiculturalisme national qui a été centrale. Dans le cas du Nicaragua, ayant obtenu la reconnaissance de leurs droits territoriaux collectifs, les Garifuna se sont investis dans la tâche stratégique de sauver leur langue qui est en voie de disparition (Agudelo, «Construcción» 123).

Malgré ces spécificités nationales, leur revendication majeure s'articule autour de la demande de reconnaissance en tant que peuple doté d'une culture ancestrale et d'une identité commune.

Nous devons préciser que nous ne sommes pas en concurrence avec l'État. Nous sommes une nation, une entité qui se retrouve accidentellement dans plusieurs pays. En tant que nation, nous avons des intérêts communs et nous devons nous battre pour eux. (Roy Cayetano, intellectuel et militant garifuna du Belize. « L'expérience de la langue garifuna »). [12] (Traduction personnelle).

En 2013, une initiative institutionnelle a émergé en Amérique centrale qui a présenté aux Garifuna une opportunité pour réaffirmer leur identité comme peuple transnational légitimé

par le Système d'intégration centraméricain - SICA. Il s'agit du projet «*Territorios afines garifunas*» (Territoires garifuna liés) d'ECADERT - Stratégie centraméricaine de développement rural territorial, une organisation appartenant au SICA. La mission de cette organisation est de diagnostiquer les problèmes structurels d'incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, de la fragilité face au changement climatique et de l'insuffisance alimentaire des territoires ruraux de la région. Ce sont des problèmes communs aux individus des différents pays de la région au-delà des frontières géographiques. Pour apporter une solution à ces problèmes, ECADERT met en œuvre des formes de gouvernance et de développement durable. C'est une stratégie participative pour la conception, la planification et l'exécution des projets et des politiques publiques. Ce processus passe par une reconnaissance des identités culturelles et par l'institutionnalisation des acteurs sociaux. Pour les Garifuna, le contenu des objectifs d'ECADERT offre une nouvelle alternative pour renforcer leurs revendications. Depuis 2013, des ateliers ont été organisés entre les techniciens d'ECADERT et les militants garifuna au Belize, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. Cette dynamique s'accompagne d'autres dispositifs tels que des initiatives de renforcement culturel, de formation en matière d'environnement et de promotion d'activités productives telles que la pêche, l'agriculture familiale et la production artisanale. La consolidation du projet « Territoires garifuna liés » est une des composantes concrètes de la stratégie d'ECADERT qui se présente dans la région comme un exemple de dynamique transnationale et intégratrice. Il existe plusieurs organisations garifuna dans chaque pays et des coordinations transnationales impliquées dans la promotion des activités de ce projet (ECADERT-SICA). [13]

La migration vers les États-Unis, une nouvelle phase de la transnationalité garifuna

La migration des Garifuna vers les États-Unis a commencé plus concrètement vers les années 1940. La crise de l'une de leurs plus

importantes sources de subsistance, le travail dans les plantations bananières, a été l'un des principaux déclencheurs de ce processus migratoire. Selon des études (Gonzalez, «Garifuna» 259 ; Palacio 53, «Garifuna Immigrants» ; England, «Negotiating Race and Place» 25) et des témoignages des Garifuna interviewés à New York, [14] l'intégration des premières générations de migrants a été rapide. Au moment de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont absorbé une main-d'œuvre importante dans les travaux portuaires, la flotte marchande et d'autres services dans lesquels les Garifuna étaient intégrés. Les premières générations de migrants garifuna ont eu une facilité relative pour trouver un emploi et légaliser leur statut d'immigration. Ils ont été suivis par des groupes familiaux, d'abord des hommes en âge de travailler, puis des femmes. Des mécanismes de regroupement familial ont été activés, garantissant l'obtention de titres de séjour. Certaines personnes interrogées affirment que le fait que les Garifuna du Belize connaissaient déjà l'anglais, la langue officielle du pays, qu'ils n'avaient pas l'air latinos et qu'ils pouvaient se « camoufler » parmi les Noirs américains leur a permis d'éviter la persécution systématique par les autorités d'immigration contre les Mexicains et les Centroaméricains et de trouver plus aisément des mécanismes d'insertion économique dans la société. Ensuite, les Garifuna qui ne connaissaient pas l'anglais (du Honduras, du Guatemala et du Nicaragua) ont eu plus de facilité à apprendre l'anglais car ils parlaient déjà une deuxième langue en plus de l'espagnol. La ville de New York, en particulier le comté du Bronx, est devenue la principale zone d'accueil des Garifuna. Il y avait déjà une forte présence de migrants portoricains et dominicains qui, jusqu'aux années 1970-1980, avaient connu de meilleures conditions que ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, bien qu'ils n'aient pas été, eux non plus, épargnés par le racisme et la ségrégation (Agudelo, «Pèlerins» 18). Nous verrons ci-après qu'à partir des années 1990 les conditions de cette migration ont commencé à se dégrader progressivement.



Figure 3 : Messe garifuna à New York -2016 (Photo/Agudelo).

Depuis le début du flux migratoire des Garifuna vers les États-Unis, des formes de soutien financier et de visibilité politique se sont mises en place par des Garifuna vivant aux USA avec des mécanismes qui commencent à se développer chez les Garifuna de l'Amérique centrale. Cette dynamique s'est intensifiée dans les années 1990 avec la consolidation des politiques de reconnaissance multiculturelle vis-à-vis des populations d'origine africaine en Amérique latine. Il y a eu des cas où des candidats garifuna à des élections dans une ville d'Amérique centrale ont financé leur campagne électorale grâce à des fonds collectés par des associations de leur communauté garifuna aux États-Unis. Un moment très important de cette interaction transnationale a été l'organisation et la célébration en avril 1997, à La Ceiba, au Honduras, du bicentenaire de l'arrivée des Garifuna en Amérique centrale. Les associations garifuna des États-Unis ont été chargées de financer cette activité qui a réuni des Garifuna des quatre pays d'Amérique centrale, autant dire une importante délégation des Garifuna résidant aux États-Unis. Elle a aussi bénéficié de la présence et la reconnaissance du gouvernement hondurien (Anderson 136).

La très grande capacité à mobiliser des ressources (financières et politiques) des migrants garifuna établis aux États-Unis a été un facteur déterminant pour la dynamisation politique et les objectifs de préservation culturelle aux États-Unis et en Amérique centrale. S'ajoute à cela le fait que les migrants garifunas sont rassemblés par des réseaux familiaux et des rituels qui les maintiennent liés à leur pays d'origine en Amérique centrale.

Malgré les difficultés qui ont surgi dans

les années 1990 entravant la circulation transnationale vers les États-Unis, ces formes d'organisation persistent encore et sont très importantes, mais dans certains contextes elles se diluent dans d'autres dispositifs que les Garifuna ont mis en place. Les assemblées générales de l'ONECA [15] sont un espace dans lequel ces dimensions de l'identité garifuna peuvent être appréciées. Ces rencontres sont l'occasion pour les membres de communautés noires d'Amérique centrale, ceux qui sont aux États-Unis et ceux qui viennent de leurs villes d'échanger. Ils abordent des questions relatives à leurs liens de solidarité spécifiques. La force des Garifuna en tant que communauté transnationale en Amérique centrale et aux USA est évidente au sein de l'ONECA. Parmi eux, on note la prépondérance des Garifuna honduriens, avec leurs revendications de citoyens nationaux et leur pouvoir d'influence sur le gouvernement (l'assemblée tenue à New York en 2008 a été inaugurée par le président hondurien de l'époque, Manuel Zelaya, voir Figure 4).



Figure 4: Assemblée ONECA, New York 2018 (Photo/Agudelo).

Au-delà de cet espace régional de l'ONECA, les Garifuna revendiquent leur identité de peuple afro-descendant compte tenu des réseaux plus globaux qui les relient à des secteurs du mouvement noir en Amérique du Sud, aux Caraïbes et aux États-Unis. Une dimension qui gagne en importance à l'heure actuelle est qu'ils font partie des Latino-américains ou « Hispanos » aux États-Unis qui se mobilisent pour demander la reconnaissance de leur statut migratoire et obtenir des titres de séjour, entre autres revendications.

On constate également le développement

de réseaux commerciaux autour des symboles culturels, en particulier la musique, qui circule largement à travers un réseau intense de sites Internet. La culture garifuna y est « vendue » sous forme de musique, de vidéos, de livres, d'excursions touristiques et des itinéraires de voyage en Amérique centrale pour les fêtes, les périodes de vacances et les appels à participer à des rituels ou encore à promouvoir des produits régionaux typiques, etc. [16]

Avec le temps et la permanence de groupes familiaux garifuna dans certaines zones urbaines de génération en génération, ainsi que l'acquisition de la nationalité américaine, les Garifuna ont progressivement développé un sentiment d'appartenance nationale aux États-Unis. Cette nouvelle identité s'articule avec leur identité en tant que nation garifuna et avec leurs villages d'origine en Amérique centrale. [17] Plusieurs pôles de forte concentration de migrants garifuna aux États-Unis peuvent être localisés à Los Angeles, Miami et New York, la plus grande communauté se trouvant de loin dans le Bronx. [18] En raison de la fréquentation régulière et de l'occupation physique des espaces de ce comté, certains des parcs, rues, églises, plages, discothèques et centres associatifs que les Garifuna identifient comme « leurs » espaces sont déjà « territorialisés ». Ils y animent leurs manifestations culturelles (messes, cérémonies, danses, repas, musique, cours de danse et de langue garifuna, collecte de fonds, etc.). Cette appropriation spatiale est également reconnue par les pouvoirs locaux qui autorisent régulièrement l'occupation de ces espaces publics pour les activités collectives des Garifuna du Bronx.

Il y a un espace commémoratif dans le South Bronx qui commémore la tragédie qui a frappé la communauté garifuna à New York le 25 mars 1990. Ce jour-là, 87 Centraméricains sont morts dans l'incendie du Happy Land Social Club. Parmi eux se trouvaient 59 Honduriens dont 41 victimes garifuna. Les conditions de sécurité de cet endroit où les Garifuna et d'autres Centraméricains se réunissaient régulièrement pour danser les week-ends étaient déplorables. Les dimensions du drame ont rendu cette communauté visible aux autorités locales et aux médias à New York. [19] Avec la participation des

associations garifuna, les autorités du comté du Bronx ont érigé un monument à la mémoire des victimes. À chaque anniversaire de la tragédie, des messes sont célébrées et des offrandes florales et d'autres activités commémoratives sont réalisées. Le monument est aujourd'hui un site incontournable pour les marches et autres activités de rue menées par la communauté garifuna.

Toujours à New York, chaque été depuis 2013, une cérémonie honorant les ancêtres et la mer a lieu sur les plages du comté du Bronx. Elle présente de nombreux éléments de la célébration du Yurumein célébrée dans chaque pays d'Amérique centrale pour commémorer l'arrivée des Garifuna. Elle marque l'incorporation d'une nouvelle territorialité, consolidée par plusieurs générations de Garifuna « enracinés » aux USA (Agudelo, «Pèlerins» 18 ; voir Figure 5).



Figure 5 : Hommage garifuna aux ancêtres et à la mer – Comté du Bronx, New York 2016 (Photo/Agudelo).

Actuellement, deux des organisations new-yorkaises qui fédèrent le monde associatif des Garifuna sont « Casa Yurumein » dirigée par Mirtha Colon et « Garifuna Coalition USA, INC » dirigée par José Avila. Pour Mirtha Colon, qui est aussi présidente d'ONECA au moment de cette étude, le travail de « Casa Yurumein » consiste à souligner l'importance de maintenir des liens actifs entre les membres de la communauté garifuna de New York et leurs homologues d'Amérique centrale. Un effort notable est fait pour stimuler les actions de soutien des « mécénats » new-yorkais envers leurs villes respectives d'Amérique centrale. Dans cette optique, « Casa Yurumein » organise en permanence diverses activités culturelles dont l'une des plus importantes est le concours annuel Miss Garifuna de New York (voir Figure

6). Les jeunes femmes qui y participent doivent faire preuve d'une solide connaissance de la culture garifuna : parler la langue, danser sur la musique garifuna, savoir cuisiner leurs repas et connaître l'histoire et les problèmes qui touchent le peuple garifuna en Amérique centrale et aux États-Unis. Le concours Miss Garifuna et d'autres activités régulières de « Casa Yurumein » visent à revendiquer la culture et l'identité garifuna et à collecter des fonds qui sont envoyés en Amérique centrale pour financer des projets précis. « Casa Yurumein » a également été l'un des organisateurs de la célébration d'hommage aux ancêtres qui s'est tenue sur les plages du comté du Bronx, que nous avons mentionnée précédemment.



Figure 6: Concours Miss Garifuna 2017 à New York. Affiche faite par «Casa Yurumein».

Dans le cas de José Ávila de la « Garifuna Coalition USA, INC », l'objectif majeur de son militantisme est d'affirmer la présence de la communauté garifuna à New York comme faisant partie de la diversité de la société américaine. Pour Ávila, la communauté garifuna doit redoubler d'efforts pour s'intégrer davantage en tant que citoyens des États-Unis. La « Garifuna Coalition » promeut les activités de formation dans des projets économiques qui améliorent les conditions de vie des Garifuna aux États-Unis. Elle met l'accent sur la promotion des activités culturelles (danse, musique) en leur donnant un format « américain ». Elle organise, par exemple, les « Garifuna Music Awards » et soutient les entreprises économiques des membres de la communauté.

Sur le plan politique, le travail de José Ávila vise

actuellement à encourager la participation des résidents garifuna à New York aux campagnes électorales et aux activités partisanes en soutenant Ruben Diaz. Ce dernier, un démocrate afro-américain d'origine portoricaine, est actuellement sénateur et pasteur protestant dans le comté du Bronx (voir figure 7). Lors d'une activité de collecte de fonds pour la campagne électorale du sénateur, son groupe politique au sein du Parti démocrate a reconnu le soutien reçu par la communauté garifuna du comté. De son côté, José Avila a reconnu la présence des Garifuna appartenant à diverses associations. Son discours a réaffirmé l'importance de la cohésion des Garifuna en tant que communauté avec la nécessité de développer des activités qui garantissent une meilleure insertion dans la société nord-américaine.



Figure 7 : Activité d'appui garifuna au candidat démocrate- Bronx, New York 2018. Invitation réalisée par la « Garifuna Coalition USA, INC ».

Des vents orageux pour la migration des Garifuna vers les États-Unis

Les années 1980 ont été considérées comme la « décennie perdue » pour l'économie latino-américaine. Les pays les plus pauvres de la région ont été les plus durement touchés. Avec l'avènement des « plans d'ajustement structurel » néolibéraux dans la région, la pauvreté de la majorité des Garifuna a commencé de s'intensifier et les inégalités sociales se sont accrues. En outre, la violence a augmenté en Amérique centrale (guerres civiles au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua et montée de la violence sociale au Honduras). Des catastrophes naturelles telles que l'ouragan Mitch en 1998, qui a détruit la côte caraïbe du Honduras,

principal habitat des Garifuna dans ce pays, ont aggravé la situation économique déjà difficile de ces populations. L'un des effets les plus visibles de cette situation est la forte augmentation de la migration vers les États-Unis. La population garifuna, qui figure parmi les groupes les plus vulnérables de la région, participe activement à cette dynamique d'augmentation de la migration. Compte tenu de la précarité du travail et des alternatives de subsistance, la migration vers les États-Unis est devenue le but central de la grande majorité des jeunes garifuna (England, *Afro-Central Americans* 138, 233).

Dans les années 1990, avec l'augmentation générale de la migration vers les États-Unis, le contrôle et la répression de l'immigration clandestine par l'État se sont également durcis et les possibilités d'insertion professionnelle ont été réduites. Pour les nouveaux migrants garifuna, les mécanismes de légalisation de leur statut migratoire sont devenus plus compliqués. En fait, la grande majorité des migrants garifuna qui sont arrivés aux États-Unis après ces années restent sans papiers. Cela limite leurs déplacements sur le territoire et les possibilités de retour sporadique dans leurs villes natales d'Amérique centrale. Bien qu'ils continuent à bénéficier du soutien actif des réseaux familiaux et associatifs aux États-Unis, ils sont fortement touchés par ces mesures et l'on pense qu'un changement significatif commence à s'opérer dans ce qui pouvait jusqu'alors être considéré comme un processus de migration circulaire réussi.

Dans ces nouvelles limitations à la liberté de circulation, un élément important de leurs pratiques rituelles est mis à mal, celle de pouvoir retourner dans leur ville natale pour certaines célébrations religieuses liées au culte des ancêtres. Devant l'impossibilité de rentrer tant que les documents nécessaires (visa, résidence ou nationalité) ne sont pas obtenus, des formes d'adaptation de leur religiosité surgissent pour maintenir leur identité en tant que nation. L'une d'entre elles est la pratique consistant à rendre hommage aux ancêtres et à la mer sur les plages du comté du Bronx, mentionnée plus haut (voir Figure 5).

Un autre aspect critique découlant de la nouvelle situation du processus migratoire

concerne l'extrême dangerosité du transit vers les États-Unis via le Mexique. Ce passage s'effectue dans des trains de marchandises ou par d'autres moyens terrestres dans des conditions de risque extrême qui exposent les Garifuna à la violence des organisations criminelles responsables de ce transit et aux multiples formes de violations des droits de l'Homme largement documentées par diverses organisations humanitaires. Cet ensemble de facteurs fait de l'Amérique centrale l'une des régions les plus dangereuses au monde en termes de mobilité et de migration (Morales 23).

La situation pour la venue aux États-Unis de nos proches et compatriotes est devenue très compliquée ces dernières années. Avant, nous les Garifuna avions nos propres moyens d'arriver sans avoir à subir ce que les autres migrants centraméricains et mexicains ont subi. Mais cela est fini et maintenant vous voyez comment il y a des cas de jeunes de nos communautés qui ont disparu au Mexique en essayant d'arriver ici. Nous n'avions pas vécu cela auparavant. [20] (Traduction personnelle)

Jusqu'aux années 1990, la plupart des migrations des Garifuna se faisaient par le biais de mécanismes légaux de regroupement familial, de recrutement de main-d'œuvre ou d'obtention de visas touristiques. Par la suite, il s'agissait d'une insertion professionnelle grâce à de solides réseaux de soutien, menant au statut de résident.

Les Garifuna sont souvent victimes des nombreuses tragédies liées au trafic d'êtres humains qui se produisent quotidiennement. Citons par exemple le cas d'Ángel Amílcar un Garifuna défenseur des droits de l'homme qui a été arrêté en 2009 alors qu'il s'apprêtait à franchir la frontière mexicaine pour entrer aux États-Unis. Lors d'un procès entaché d'irrégularités, les autorités mexicaines, l'ont soumis à la torture et l'ont accusé d'être associé à une organisation criminelle. Or, les preuves ont montré qu'il n'était qu'un autre migrant d'Amérique centrale parmi tant d'autres à la recherche d'un moyen de se rendre aux États-Unis et une victime d'extorsion de la part des organisations mafieuses qui

contrôlent ce transit. À la suite d'une vigoureuse campagne de dénonciation et de soutien menée par des organisations de défense des droits humains, [21] Amílcar a été libéré en 2014, cinq ans après son arrestation.

Un autre événement qui a eu une visibilité particulière sur les réseaux sociaux et dans les médias s'est produit en août 2016 lorsqu'une jeune garifuna de 18 ans, Magda Meléndez, est décédée en tombant d'un train de marchandises. L'OFRANEH signale que des cas comme celui-ci se produisent souvent et que de nombreux jeunes garifuna ont disparu au cours du périlleux transit entre le Mexique et les États-Unis. De nombreux rapports font état de massacres de migrants centraméricains par des bandes criminelles liées au trafic de drogue qui contrôlent désormais la plupart des circuits de transit pour la migration vers les pays du nord. [22]

Dans le cadre de l'accélération soutenue de ce drame humanitaire, entre fin 2013 et mi-2014, un autre fait s'est produit au cœur duquel se trouvait à nouveau le peuple garifuna. Durant cette période, l'entrée illégale aux États-Unis de plus de 70 000 mineurs d'Amérique centrale a été enregistrée. Dans la plupart des cas, ils n'étaient pas accompagnés d'adultes. Selon l'OFRANEH, un taux de décrochage scolaire très élevé avait été constaté dans les villages honduriens garifuna. Des informations avaient commencé à circuler depuis fin 2012 selon lesquelles de nouvelles mesures adoptées par le président Obama permettraient aux mineurs garifuna et à leurs parents d'être accueillis par des proches déjà installés aux États-Unis et d'obtenir un statut de résident légal.

Entre une interprétation très optimiste des nouvelles dispositions de l'administration américaine et la manipulation délibérée des réseaux qui contrôlent le trafic de migrants, de véritables flottes de bus et de camions se sont organisées et se sont mises en route vers les États-Unis. Ni le prix en dollars américains qu'ils devaient payer aux passeurs (en moyenne 5 000 dollars par personne) ni les risques avérés du dangereux voyage à travers le Mexique n'avaient d'importance. Cela semblait une opportunité.

En 2012, Barack Obama avait promulgué une disposition appelée « Deferred Action for Childhood Arrivals » (Action différée pour les

arrivées d'enfants) – DACA. [23] Il s'agissait d'un programme visant à légaliser le statut d'immigration des jeunes qui étaient entrés illégalement aux États-Unis alors qu'ils étaient mineurs et qui avaient étudié ou servi dans l'armée. Il a été estimé que cette légalisation était aussi une étape vers l'obtention d'un statut de séjour légal pour les parents de ces jeunes. Selon l'OFRANEH, certains jeunes garifuna ont bénéficié de ce dispositif.

Plus tard, en 2014, le « Central American Minors Program » (Programme pour les mineurs d'Amérique centrale) (CAM) a été créé. Ce programme de traitement des réfugiés et de délivrance de permis était destiné aux mineurs de moins de 21 ans résidant au Salvador, au Guatemala et au Honduras qui pouvaient être accueillis aux États-Unis à la demande de leurs parents ayant un statut légal aux États-Unis. Ce dispositif pouvait être étendu à l'autre parent du mineur sous certaines conditions. Cette mesure a été présentée comme une réponse de l'administration Obama au drame humanitaire que représente le voyage aux États-Unis pour les migrants clandestins, notamment pour les mineurs et les femmes. [24]

Certains médias locaux [25] ont mis en avant des informations faisant état de la crise migratoire au sein de la communauté garifuna. En août 2015, ils ont signalé l'arrivée dans le comté du Bronx de quelque 250 femmes garifuna avec leurs enfants après avoir réussi à franchir illégalement la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Une fois aux États-Unis, ils se sont présentés aux autorités de l'immigration, comme le préconisaient les nouvelles mesures qui leur permettraient d'obtenir un statut légal. Toutes les femmes ont été soumises à une procédure qui les obligeait à porter un appareil électronique aux pieds afin que les autorités puissent surveiller leurs déplacements tout en vérifiant leur éligibilité aux nouvelles mesures d'immigration (Figure 8). Cette mesure de contrôle a été une mauvaise surprise pour tous et les femmes l'ont ressentie comme une manière de les assimiler à des délinquantes. Plus tard, avec le soutien de proches et d'associations garifuna de défense des droits de l'homme, elles ont été accueillies dans le Bronx où elles ont commencé à attendre des réponses des autorités.



Figure 8 : Surveillance électronique des tribunaux pour les mères garifuna. New York 2014 (AP Photo/Bebeto Matthews).

Jusqu'en juin 2016, date à laquelle nous avons réalisé notre dernière recherche de terrain dans le Bronx, certaines de ces femmes avaient réussi à bénéficier du CAM. Pour d'autres, la situation est délicate car leurs proches résidant aux États-Unis ne correspondent pas au profil défini par la loi.

Ils sont venus dans les communautés en disant qu'une nouvelle loi gringa était sortie avec laquelle nous pouvions obtenir un statut de résident, surtout si des mineurs entraient. Ils nous ont proposé des bus pour nous emmener ou emmener les enfants seuls. Nous sommes arrivées aux États-Unis et nous nous sommes présentées aux autorités, ils nous ont mis les bracelets. C'était horrible, nous nous sommes rendu compte que les passeurs nous avaient trompées, mais en même temps les familles nous ont soutenues et certaines d'entre nous se sont déjà fait enlever les bracelets et on attend de voir ce qu'ils vont trouver comme solution pour nous [...]. [26] (Traduction personnelle)

Le durcissement des mesures d'immigration s'est intensifié avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence. En fait, l'une des politiques les plus importantes revendiquées par Trump depuis sa campagne électorale était le discours anti-immigration et sa volonté de construire un « mur de protection » à la frontière sud des États-Unis pour renforcer les mécanismes de contrôle et de restriction des flux migratoires. Cette rhétorique s'est traduite par des mesures restrictives et répressives de « tolérance zéro » contre l'entrée

illégale des immigrés. Des programmes tels que ceux mentionnés ci-dessus ont été suspendus, ainsi qu'une mesure établie sous l'administration Obama, à savoir le « Temporary Protection Status » (Statut de protection temporaire) (TPS) qui permettait d'accueillir des migrants originaires des pays d'Amérique centrale pour des raisons humanitaires précis. Le nombre d'expulsions de migrants en situation irrégulière vers leur pays d'origine a augmenté. Cette situation est encore exacerbée par l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 aux États-Unis. Les migrants d'Amérique centrale font partie des groupes d'individus les plus exposés au risque d'infection par le virus en raison de leurs conditions de vie et de l'accès difficile aux services de santé. Les mécanismes de contrôle et de fermeture des frontières ont été renforcés et le nombre d'individus déportés vers l'Amérique centrale a considérablement augmenté (Morales). Ni l'arrivée au pouvoir du président Biden ni la baisse des signalements de problèmes de santé pendant la pandémie de COVID-19 n'ont produit de changements significatifs pour les Garifuna par rapport aux problèmes liés à la migration.

Malgré un contexte général très défavorable au processus migratoire, les Garifuna, parmi des centaines de milliers de Centraméricains, continuent de tenter de rejoindre les États-Unis en raison des conditions sociales de plus en plus précaires dans leurs pays.

Au milieu de la tempête, les Garifuna continuent de se déplacer

Même au milieu de la situation dépeinte ci-dessus, les nouveaux migrants garifuna continuent de bénéficier d'un certain avantage que leur confère le soutien de réseaux familiaux et associatifs bien établis aux États-Unis depuis des années. Ils ont ainsi plus de chances de pouvoir obtenir un logement, un travail et un accès aux services même en tant qu'immigrants sans papiers. Ils peuvent également obtenir un soutien important en termes de conseils juridiques et de droits en matière de migration. C'est un élément qui prédit la continuité du processus migratoire malgré les facteurs négatifs du contexte actuel. En tant qu'associations garifuna les plus visibles

à New York à l'heure actuelle, « Casa Yurumein » et la « Coalition Garifuna Inc » jouent un rôle très important dans le soutien aux migrants garifuna qui arrivent dans des conditions précaires.

Face à l'accélération des effets de la pandémie sur les populations du comté du Bronx, « Casa Yurumein » s'est mobilisée pour distribuer de la nourriture et des produits d'hygiène et de santé de base aux populations les plus touchées du Bronx et pour les envoyer dans les communautés au Honduras. [27]

Les impacts sanitaires et sociaux de la pandémie se font sentir dans les communautés garifuna en Amérique centrale et aux États-Unis. Il s'agit d'une crise en cours et dont l'issue est encore incertaine au moment de cette étude. Cependant, il est certain que ses conséquences aggravent les conditions de vie déjà critiques de millions d'afro-descendants dans les Amériques. Mais les Garifuna continuent de faire preuve de résilience et d'adaptation face à l'adversité.

Certaines études initiales s'intéressant aux impacts de la migration garifuna vers les États-Unis sur les structures familiales et les pratiques culturelles ont révélé un processus graduel de perte de référents (Gonzalez, «Garifuna Settlement» 262). Cependant, les travaux et observations plus récents ont fait apparaître un processus très dynamique d'adaptation culturelle au nouveau contexte migratoire. Il y a eu évidemment fragmentation de la structure familiale, mais cela n'a pas conduit à la perte culturelle annoncée (Gargallo 106 ; England, *Afro-Central Americans* 236 ; Mohr de Collado 75 ; 82 ; Arrivillaga, *La población garífuna migrante* ; Arrivillaga, «La diáspora garífuna» 92).

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, l'une des caractéristiques de la présence de la communauté garifuna aux États-Unis était la reproduction de certaines activités culturelles et religieuses traditionnelles, articulées dans une relation fluide avec leurs villes d'origine. Il existe de nombreuses formes organisationnelles culturelles et religieuses, sportives, coopératives et politiques garifuna et des répliques des « patronatos » (organisations communautaires institutionnalisées dans les municipalités garifuna du Honduras). Ces « patronatos » à New York sont composés de

personnes issues des différents villages garifuna d'Amérique centrale. [28]

Ces organisations communautaires mènent des activités de collecte de fonds pour soutenir des travaux dans leurs villes correspondantes en Amérique centrale (réparation d'églises, création ou amélioration de postes de santé, d'écoles, etc.) L'observance de rites religieux nécessitant un investissement financier important a également été soutenue. La force de leur religiosité basée sur le « culte des ancêtres » implique un lien fort avec leurs familles élargies et avec leurs villages d'origine en Amérique centrale. C'est un facteur qui pousse les Garifuna vivant aux États-Unis à rechercher constamment les conditions d'aller et venir.

Depuis les États-Unis, ils financent la construction de temples pour leurs cultes. Certains « buyeis » ou prêtres qui exécutent les rituels vivent aux États-Unis et se rendent en Amérique centrale lorsqu'ils sont sollicités. Ce réseau familial transnational a commencé à se construire dès l'arrivée en Amérique centrale et il faut ajouter que ce réseau était déjà imbriqué dans la mobilité garifuna aux Petites Antilles. Les migrations vers les États-Unis élargissent les dimensions spatiales du réseau. Ce phénomène se poursuit voire se renforce avec l'augmentation progressive des possibilités de circulation entre les USA et les pays d'Amérique centrale. Lors de la XIII^e assemblée de l'ONECA, qui s'est tenue à New York en 2008, la présence des associations garifuna était très prépondérante par rapport aux organisations des autres populations noires de la région. Chez les Garifunas interrogés, la question de la circulation, du va-et-vient, était très présente. De même, lors des festivités de la fête nationale garifuna ou Yurumein à Livingston, au Guatemala, nous avons eu l'occasion de parler avec plusieurs « visiteurs » garifuna qui voyagent des États-Unis exclusivement pour les célébrations. [29]

Selon Salvador Suazo, [30]

La présence aux États-Unis a été un facteur de sauvetage culturel. L'utilisation de la langue garifuna a été revitalisée dans de nombreux secteurs comme un facteur de reconnaissance plus valorisé que de parler espagnol. Parler garifuna,

c'est ressembler aux migrants africains et cela donne une certaine reconnaissance aux Noirs aux États-Unis alors que parler espagnol est mal vu... (Agudelo, «Les Garifuna» 65). (Traduction personnelle)

Parmi les premières générations et leurs descendants nés aux États-Unis, la majorité sont désormais des citoyens américains et le processus de migration circulaire se poursuit. Ce sont ces Garifuna que l'on voit chaque année retourner dans leur ville natale en Amérique centrale pour les rituels et les célébrations du culte des ancêtres. Beaucoup d'entre eux retournent définitivement dans leur ville natale pour profiter de leur retraite et, de temps en temps, ils voyagent aux États-Unis pour rendre visite à leurs enfants et petits-enfants. [31]

Dans le discours de certains Garifuna, les États-Unis sont désormais représentés comme un « nouveau territoire de la diaspora » vis-à-vis des quatre pays d'Amérique centrale. Cela donne une tournure spirituelle à l'acte migratoire.

Nous allons aux États-Unis parce que nos ancêtres le veulent ainsi et malgré les dangers, ils nous protègent. Ils vivent aussi là-bas avec nous. (Témoignage d'un Garifuna à Livingston, Guatemala, entretien réalisé en juillet 2015). (Traduction personnelle)

Quelques conclusions

À travers ce survol historique axé sur le présent, nous avons vu comment la mobilité est devenue l'une des caractéristiques du peuple garifuna. L'histoire des Garifuna est marquée par de multiples formes d'exil et de migration forcée que ce peuple a toujours su affronter avec une grande capacité de résistance et d'adaptabilité.

Les Garifuna revendiquent l'appartenance à une « nation commune » qui unit leur peuple, leur spiritualité, leur culture et les territoires où ils sont établis au-delà des frontières géographiques les séparant dans l'espace. Cela implique une revendication implicite du droit de se déplacer librement dans les espaces où les membres de ladite nation garifuna sont présents. Avoir une nationalité qui correspond au lieu où

l'on est né ou où l'on s'établit est considéré comme accessoire et secondaire par rapport à la primauté de l'identification d'un peuple en tant que communauté transnationale.

Les facteurs structurels qui ont provoqué la migration des Garifuna vers les États-Unis depuis le milieu du XXe siècle sont toujours d'actualité. Ils convergent avec ces aspects qui poussent des centaines de milliers d'autres Centraméricains à émigrer. Cependant, comme nous l'avons vu, dans le cas de la migration des Garifuna, il existe une série de facteurs qui donnent une tournure particulière à l'acte migratoire, notamment des facteurs culturels et spirituels. Ils représentent un stimulus supplémentaire au besoin de mobilité de ces « Pèlerins de la Caraïbe » qui affirment leur statut de « nation au-delà des frontières ». La mobilité qui a caractérisé le processus de construction de la nation garifuna est devenue un élément fondateur de leur identité. Ce processus a commencé avec la traite des esclaves et s'est poursuivi avec leur déportation par les Anglais vers l'Amérique centrale et, de ce fait, avec la dépossession de Saint-Vincent. Il s'est poursuivi avec les conditions de subsistance précaires pendant la colonisation en Amérique centrale et se poursuit aujourd'hui avec la migration vers les États-Unis provoquée par la crise économique régionale. L'adversité qui a précédé la mobilité de ces « Enfants du déracinement » tout au long de leur histoire s'est transformée dans le discours mémoriel et dans leurs revendications en une affirmation identitaire transnationale.

Notes de fin

[1] C'est ainsi qu'ils ont été nommés dans les chroniques coloniales et dans les premières études ethnohistoriques. Garifuna, qui signifie caribéen en allusion à la composante amérindienne de leur ethnogenèse, est le terme d'auto-identification dans leur propre langue. Ce terme est généralement adopté dans les études sur ce peuple depuis les années 1970 (Gonzalez, *Peregrinos del Caribe* xv).

[2] Selon les estimations du projet ECADERT (Stratégie centraméricaine pour le développement rural territorial) du SICA-Système d'intégration centraméricain, la population totale des Garifuna en Amérique centrale est d'env. 230 000 (200 000 au Honduras, 22 000 au Belize, 5 000 au Guatemala et 2 500 au Nicaragua). En ce qui concerne les résidents garifuna aux États-Unis, il existe des estimations qui affirment qu'il s'agit du même nombre d'habitants qu'en Amérique centrale. Ce qui nous donne un chiffre total

d'environ 500 000 (ECADERT – SICA ; Agudelo, «Les Garifuna» 48).

[3] Tiré du titre d'un documentaire sur l'histoire du peuple garifuna : « Los hijos del destierro. Memorias del pueblo Garifuna de América Central », Réalisé par Melesio Portilla Production AFRODESC-EURESCL. 2010.

[4] Langue d'origine antillaise-arawak avec des éléments de langues africaines, du français, de l'anglais et de l'espagnol incorporés dans le processus de contact colonial (Suazo).

[5] Il existe de nombreuses études sur la religiosité garifuna. Voir, par exemple, Palacio («Carib Ancestral Rites»).

[6] Il s'agit là de la traduction, en français, du titre anglais que Palacio donne au volume édité en 2005 « The Garifuna: A Nation across Borders ».

[7] Notre travail de recherche sur ces questions liées au peuple garifuna a débuté en 2007 dans le cadre d'un séjour de recherche de quatre ans en Amérique centrale. Il a continué avec des périodes de travail de terrain irrégulières jusqu'en 2020. Bien que ma discipline de formation initiale soit la sociologie, l'axe de mes recherches pluridisciplinaires repose sur la complémentarité avec l'histoire, l'anthropologie et la science politique comme moyen d'avoir une approche plus compréhensive des faits sociaux étudiés.

[8] La littérature sur le multiculturalisme en Amérique latine est abondante. Pour un échantillon des approches du sujet, voir les compilations d'études de cas et de réflexions analytiques dans Diaz Polanco ; Gutiérrez ; Wade ; Hoffmann et Rodríguez ; Recondo et Agudelo ; Gros et Doumulin.

[9] Les Petites Antilles sont un groupe d'îles situées dans le sud-est de la mer des Caraïbes : Îles Vierges, Île de Saint-Martin, Anguilla, Îles ABC : Aruba, Bonaire et Curaçao, Antigua-et-Barbuda, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Guadeloupe, Dominique, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Grenade, Martinique, Sainte-Lucie et Barbade.

[10] Au moment de l'indépendance et de la dissolution de la Fédération centraméricaine, le Belize était contrôlé par les Britanniques et n'était pas considéré comme faisant partie de l'Amérique centrale. Elle acquiert son indépendance en 1981 et rejoint le SICA, Système d'Intégration Centraméricain, mais reste membre du Commonwealth.

[11] Cette règle s'applique à tous les citoyens de ces pays, dans le cadre des accords du SICA - Système d'intégration centraméricain, créé en 1991.

[12] <https://cupdf.com/document/-la-experiencia-de-la-lengua-garifuna-roy-cayetano-recogio-y-publico-algunos.html?page=1>, consulté le 30 juin 2022.

[13] Synthèse du projet ECADERT faite par le SICA – Système d'Intégration Centroaméricain : <https://www.sica.int/busqueda/Noticias.aspx?IDItem=75651&IDCat=3&IdEnt=690>, consulté le 30 juin 2022.

[14] Les entretiens mentionnés dans cette section correspondent à plusieurs de nos séjours de terrain réalisés

New York entre 2008 et 2018.

[15] L'ONECA – Organisation Noire Centroaméricaine, est une union de mouvements noirs de tous les pays d'Amérique centrale. Elle a été créée au milieu des années 1990 à l'initiative d'organisations garifuna du Belize et du Honduras. Ensuite, les associations garifuna du Guatemala et du Nicaragua s'y adhèrent, ainsi que les mouvements noirs non garifuna d'autres pays de la région. Des organisations garifuna créées aux États-Unis y participent également.

[16] Voir par exemple les sites : <http://www.garinet.com/> et <http://garifunacoalition.org/>, consultés le 30 juin 2022.

[17] Entretien avec José Avila de la « Coalition Garifuna Inc » de New York. 2011.

[18] Cette remarque est basée sur des approximations démographiques établies par les organisations garifuna de New York. L'appréciation ethnographique de la densité des formes associatives, des espaces de sociabilité, des activités culturelles, politiques et religieuses permet de considérer cette affirmation comme pertinente.

[19] Associated Press, Pledge to Build Bronx Center, The New York Times, 21 avril 1990. Hevesi, Dennis, Leaseholder Admits Violation In Happy Land Nightclub Fire, The New York Times, 7 mai 1992. Goulden, Tim, Fire in the Bronx ; Hondurans Lack Place to Grieve Over Fire, The New York Times, 28 mars 1990. Negron, Edna, Club Tragedy an Awakening for Garifuna, New York Newsday, 18 août 1991.

[20] Déclaration d'un homme garifuna résidant légalement dans le Bronx depuis 1982 (entretien réalisé dans le comté du Bronx, New York, juin 2016).

[21] Amnesty International a mené une campagne très active dénonçant la torture et l'injustice commises contre Amílcar. <https://www.es.amnesty.org/en-que-estamos/noticias/noticia/articulo/deben-retirarse-los-cargos-injustos-contr-un-pres-de-conciencia-torturado/>, consulté le 30 juin 2022.

[22] OFRANEH – Organisation Fraternelle Noire Hondurienne, est la plus ancienne organisation garifuna du Honduras. Ses principaux objectifs sont la défense du territoire et des droits de l'homme du peuple garifuna du Honduras. <https://ofraneh.wordpress.com/category/migration/>, consulté le 30 juin 2022.

[23] <https://www.americanimmigrationcouncil.org/research/deferred-action-childhood-arrivals-daca-overview>, consulté le 30 juin 2022.

[24] <https://www.uscis.gov/es/CAM>, consulté le 30 juin 2022.

[25] Voir le rapport AP http://tucson.com/laestrella/nacional/gar-funas-fen-meno-nico-entre-inmigrantes-hispanos/articulo_83b8903c-41dd-11e5-9349-93fcf0cf2439.html, consulté le 30 juin 2022.

[26] Entretien réalisé dans le comté du Bronx – New York, juin 2016.

[27] <https://www.facebook.com/casa.yurumein>, consulté le 30 juin 2022.

[28] Ces informations ont été recueillies lors d'entretiens avec des membres de l'association « Casa Yurumein » à New York, à laquelle nous reviendrons plus loin.

[29] Entretiens réalisés lors d'un séjour de recherche au Guatemala entre 2007 et 2011.

[30] Intellectuel garifuna et ancien vice-ministre de la Culture du Honduras.

[31] Avec la pandémie de COVID-19, ce processus de circulation a été interrompu.

Références

- Agudelo, Carlos. « Les 'Pèlerins de la Caraïbe': le difficile transit migratoire du peuple Garifuna. » *Dossier Migrations : pour le respect des droits humains et la solidarité. FALMAG - France Amérique Latine Magazine, Hors-Série*, 2018, pp. 17-19.
- . "Construcción de identidades y territorio en un contexto de movilidad. El caso de los Garífuna, 'Peregrinos del Caribe'." *El territorio como recurso: Movilidad y apropiación del espacio en México y Centroamérica*, édité par Odile Hoffmann et Abelardo Morales, Flacso, LMI-MESO, IRD, UNA, 2018, pp. 109-132.
- . "Los Garífuna. Múltiples identidades de un pueblo afrodescendiente de América Central." *Las poblaciones afrodescendientes de América Latina y el Caribe. Pasado, presente y perspectivas desde el siglo XXI*, édité par Maria José Becerra et al., Universidad Nacional de Córdoba, Universidad Tres de Febrero, CONICET, 2012, pp. 71-108.
- . « Les Garífuna. Transnationalité territoriale, construction d'identités et action politique », *REMI, Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 27, no.1, 2011, pp. 47-70.
- Anderson, Mark. "¿Existe el racismo en Honduras? Estereotipos mestizos y discursos garifunas." *Mesoamérica*, vol. 42, 2001, pp. 135-163.
- Arrivillaga, Alfonso. "La diáspora garífuna entre memorias y fronteras." *Boletín de Antropología Universidad de Antioquia*, vol. 24, no. 41, 2010, pp. 84-95.
- . *La población garífuna migrante*. Comisión Presidencial contra la Discriminación y el Racismo, 2009.
- Coelho, Ruy Galvao de Andrade. *Los negros caribes de Honduras*. Editorial Guaymuras, 1955.
- Conzemius, Eduard. "Ethnographic Notes on the Black Carib (Garif)." *American Anthropologist*, vol. 30, 1928, pp. 183-205.
- Davidson, William. "The Caribs (Garifuna) of Central America. A Map of their Realm and Bibliography of Research." *Belizean Studies*, vol. 2, no. 4, 1974, pp. 75-94.

- Diaz Polanco, Héctor. *Elogio de la diversidad. Globalización, Multiculturalismo y Etnofagia*. Siglo XXI, 2006.
- ECADERT - SICA. *Territorio afin garífuna en América Central*. Document imprimé non édité, 2013.
- England, Sarah. *Afro-Central Americans in New York City: Garífuna Tales of Transnational Movements in Racialized Space*. U of Florida P, 2006.
- . "Negotiating Race and Place in the Garífuna Diaspora: Identity Formation and Transnational Grassroots Politics in New York City and Honduras." *Identities*, vol. 6, no. 1, 1999, pp. 5-54.
- Gargallo, Francesca. "Los garífuna de Centroamérica: Reubicación, sobrevivencia y nacionalidad de un pueblo afroindioamericano." *Política y Cultura*, vol. 14, 2000, pp. 89-107.
- Gonzalez, Nancie. *Peregrinos del Caribe. Etnogénesis y etnohistoria de los garífunas*. Editorial Guaymurás, 2008.
- . *Sejourners of the Caribbean: Ethnogenesis and Ethnohistory of the Garífuna*. U of Illinois P, 1988.
- . "Garífuna Settlement in New York: A New Frontier." *International Migration Review*, vol. 13, 1979, pp. 255-263.
- Gros, Christian et David Dumoulin, éditeurs. *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain ?* Presses Sorbonne Nouvelle, 2012.
- Gullick, Charles. *Exiled from St. Vincent: The Development of Black Carib Culture in Central America up to 1945*. Malta Progress Press, 1976.
- Gutiérrez, Daniel, éditeurs. *Multiculturalismo: Perspectivas y desafíos*. Siglo XXI; El Colegio de México, 2006.
- Hoffmann, Odile et Maria T. Rodríguez, éditeurs. *Construir y vivir la diferencia. Los actores de la multiculturalidad en Colombia y México*. IRD- CIESAS-ICANH, 2007.
- Khagram, Sanjeev et Peggy Levitt, éditeurs. *The Transnational Studies Reader. Intersections and Innovations*. Routledge, 2008.
- Mohr de Collado, Maren. "Los garínagu en Centroamérica y otros lugares. Identidades de una población afro-caribe entre la tradición y la modernidad." *Indiana*, vol. 24, 2007, pp.67-86.
- Morales, Abelardo. "Migraciones internacionales, refugiados y desplazamientos internos en Centroamérica: factores de riesgo e instrumentos para fortalecer la protección de los derechos humanos." Sexto Informe Estado de la Región, ECA, 2020, Web. Consulté le 30 juin 2022.
- Palacio, Joseph. *The Garífuna: A Nation Across Borders. Essays in Social Anthropology*. Cubola Press, 2005.
- . "Garífuna Immigrants in Los Angeles. Attempts at Self-Improvement." *Belizean Studies*, vol. 20, no. 3, 1992, pp. 17-26.
- . "Carib Ancestral Rites: A Brief Analysis." *National Studies*, vol. 1, no. 3, 1973, pp. 3-8.
- Recondo, David et Carlos Agudelo. "Multiculturalismo en América latina. Del Pacífico mexicano al Pacífico colombiano." *Construir y vivir la diferencia. Los actores de la multiculturalidad en Colombia y México*, édité par Odile Hoffman et Maria T. Rodríguez. IRD, CIESAS, ICANH, 2007, pp. 57-80.
- Rey, Nicolas. *Quand la révolution, aux Amériques, était nègre... Caraïbes noirs, negros franceses et autres « oubliés » de l'Histoire*. Karthala, 2005.
- Suazo, Salvador. *Lila Garífuna. (Diccionario garífuna-garífuna-español)*. Litografía López, 2011.
- Taylor, Douglas. *The Black Caribs of British Honduras*. Viking Fund Publications in Anthropology, 1951.
- Velasco, Juan. "Transnacionalismo migratorio y ciudadanía en mutación." *Claves de razón práctica*, vol. 197, 2009, pp. 32-41.
- Wade, Peter. "Etnicidad, multiculturalismo y políticas sociales en Latinoamérica: poblaciones afrolatinas (e indígenas)." *Tabula Rasa*, vol. 4, 2006, pp. 59-81.

Biographie de l'auteur

Carlos Agudelo est chercheur associé à l'Unité Mixte de Recherches Migrations et Société (URMIS) – France et chercheur au Laboratoire mixte international « Mobilités, gouvernance et ressources dans le bassin méso-américain » (LMI-MESO) - France-Mexique – Amérique centrale. Il a obtenu un doctorat en sociologie à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), Université Paris III. Actuellement enseignant et chercheur associé à divers centres de recherche et universités en Colombie et en Amérique centrale, il est spécialiste du multiculturalisme, des mobilisations politiques et des identités ethno-raciales des populations d'origine africaine en Amérique latine.